

Nombre de Conseillers :

- en exercice..... 33
- présents..... 25
- absents..... 08
- votants..... 32
- procurations..... 07

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa :

télétransmission en Préfecture le :

**24 MAI 2023**

publication en ligne le :

**24 MAI 2023**

DAVIET Roland, Maire.

Le 16 mai 2023 à 18h30, le Conseil Municipal d'Epagny Metz-Tessy, dûment convoqué le 9 mai 2023, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle d'animation, sise 15 rue de la Grenette, sous la présidence de Madame Ségolène GUICHARD, Premier Maire Adjoint d'Epagny Metz-Tessy.

PRÉSENTS : Tous les Conseillers sauf M. Christophe AKELIAN, Mme Nathalie BERTHET-BONGAY, M. Christian COCKENPOT, Mme Emmanuelle CUVEILLIER, M. Roland DAVIET, Mme Célia DE LA CHAPELLE, M. Adrien GUILMAIN, et Mme Corinne MASSE, absents et excusés.

M. Christophe AKELIAN a donné procuration à M. Philippe MORIN.

Mme Nathalie BERTHET-BONGAY a donné procuration à Mme Laurence BACINO.

M. Christian COCKENPOT a donné procuration à Mme Sandrine CARCEY-CADET.

Mme Emmanuelle CUVEILLIER a donné procuration à Mme Juliette LAZZERINI.

M. Roland DAVIET a donné procuration à Mme Ségolène GUICHARD.

M. Adrien GUILMAIN a donné procuration à M. Joseph PELLARIN.

Mme Corinne MASSE a donné procuration à Mme Brigitte REBOUILLAT.

Mme Sylvie CATALANO a été désignée secrétaire de séance.

**- O B J E T -**

**2023 / 47      Convention constitutive de groupement de commande entre les communes de Fillière, Sevrier et Epagny Metz-Tessy en vue de l'acquisition de fournitures scolaires :**

*Monsieur le Maire Adjoint expose ;*

**VU** le code de la commande publique, et notamment ses articles L.2113-6 et L.2113-7 ;

**CONSIDÉRANT** l'importance de coordonner les achats entre différents acheteurs pour pouvoir réaliser des économies d'échelle et rationaliser les circuits de distribution, il est proposé au Conseil Municipal de constituer un groupement dont l'objet est la coordination du marché public nécessaire à l'acquisition de fournitures scolaires ;

**CONSIDÉRANT** que cette convention constitutive du groupement vise à organiser les règles de fonctionnement du groupement pour la passation et l'exécution du marché public ;

**CONSIDÉRANT** que les parties conviennent de désigner la commune de Fillière comme coordonnateur du groupement de commandes, qu'à ce titre elle sera chargée d'exercer les missions prévues à l'article 4 de la convention (dont le projet est joint à la présente délibération) et que les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération ;

**CONSIDÉRANT** que la convention constitutive du groupement entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties, et qu'elle prendra fin avec le terme du marché public ;

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**APPROUVE** la convention constitutive de groupement de commandes avec les communes de Fillière et de Sevrier ainsi présentée et annexée.

**DÉCIDE** d'adhérer au groupement pour la mise en œuvre de la procédure de consultation des opérateurs.

**APPROUVE** que la coordination de ce groupement soit confiée à la commune de Fillière.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et de signer tous les documents afférents, notamment ladite convention constitutive du groupement.

Pour Extrait Conforme,  
Le Maire,

  
Roland DAVIET.

Le secrétaire de séance,



Sylvie CATALANO.

## **Convention constitutive du groupement de commandes**

Cette convention est passée en application des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique. Elle vise à organiser les règles de fonctionnement du groupement pour la passation et l'exécution du marché public d'acquisition de fournitures scolaires.

### **Article 1. Parties prenantes**

Cette convention est conclue entre la commune de Fillière, dont le siège social est situé 300 rue des Fleuries, 74570 Thorens-Glières, représenté par son Maire, Christian Anselme, dûment habilité aux fins des présentes par délibération **XXX** du conseil municipal du **XXX**.

Et

la commune d'Epagny Metz-Tessy, dont le siège social est situé 143 Rue De La Republique 74330 Epagny Metz-Tessy, représenté par son Maire, Roland DAVIET, dûment habilité aux fins des présentes par délibération **XXX** du conseil municipal du **XXX**

Et

la commune de Sevrier, dont le siège social est situé 2000 Route d'Albertville 74320 Sevrier, représenté par son Maire, Bruno LYONNAZ, dûment habilité aux fins des présentes par délibération **XXX** du conseil municipal du **XXX**

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

**LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

### **Article 2. Objet**

Il est constitué entre les membres signataires de la présente convention constitutive du groupement de commandes, conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique, dont l'objet est la coordination du marché public nécessaire à la mise en œuvre des marchés suivants : *acquisition de fournitures scolaires*

### **Article 3. Coordonnateur du groupement**

Les parties conviennent de désigner la commune de Fillière, comme coordonnateur du groupement de commandes. Elle est chargée d'exercer les missions prévues à l'article 4 de la présente convention.

### **Article 4. Missions du coordonnateur du groupement**

Pour la réalisation de l'objet du groupement, le coordonnateur est chargé des missions suivantes :

#### **4.1. Recueil des besoins**

Le coordonnateur recense les besoins de l'ensemble des membres du groupement de commandes, en vue de la passation du marché public. Il assiste, si nécessaire, les autres membres du groupement dans la définition de leurs besoins.

#### **4.2. Publication du marché**

Le coordonnateur est chargé, de procéder aux procédures de publicité et de mise en concurrence applicables à la passation du marché public, sur son profil d'acheteur.

#### **4.3. Analyse des offres**

Le coordonnateur est chargé, de procéder, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables, et en particulier des dispositions du Code de la Commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du titulaire, nécessaire à la réalisation de l'objet du groupement de commandes défini à l'article 2 de la présente convention.

#### **4.4. Commission d'Appel d'Offres**

La Commission d'appel d'offres chargée de l'attribution de ce marché sera exclusivement celle du coordonnateur.

#### **4.5. Signature et notification du marché public**

Le coordonnateur est chargé, de signer et notifier au cocontractant retenu le marché public au nom de l'ensemble des membres du groupement. Il transmet le marché aux autorités de contrôle, si nécessaire.

Il en informe les autres membres du groupement de commandes.

#### **4.6. Exécution du marché public**

Le coordonnateur est chargé, de l'acceptation et l'agrément des sous-traitants, de la délivrance de l'exemplaire unique en cas de nantissement et de tous les actes juridiques nécessaires à la bonne réalisation du marché qui ne sont pas exclus de ses missions par l'article 5 de la présente convention.

En cas de décision de résiliation du marché public, le coordonnateur devra recueillir le consentement de tous les membres.

### **Article 5. Missions des membres**

#### **5.1. Définition des besoins**

Chaque membre est chargé de définir ses besoins et de les communiquer au coordonnateur.

## 5.2. Exécution du marché public

Chaque membre est chargé de la commande des fournitures au prestataire selon ses besoins et de l'établissement du bon de commande associé. Chaque membre est responsable de la vérification des factures établies par le cocontractant, de l'application des procédures de réception et d'admission des prestations, de l'application des sanctions pour toutes les prestations, objet des bons de commande qu'il a émis.

### Article 6. Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin avec le terme du marché public.

### Article 7. Résiliation de la convention

Les membres du groupement de commandes pourront se retirer de cette convention d'un commun accord, dans ce cas cela entrainera une procédure de résiliation du marché notifié au nom du groupement.

### Article 8. Substitution au coordonnateur

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner les autres membres comme nouveau coordonnateur. Cette convention sera approuvée par délibérations de l'ensemble des membres restant du groupement.

### Article 9. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant, approuvé par l'ensemble des membres du groupement selon les règles qui leur sont propres.

### Article 10. Capacité à agir en justice

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des autres membres du groupement pour les procédures et les missions qui lui incombent au titre de la présente convention. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

A compter de l'exécution, en cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice. Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement d'informer le coordonnateur des éventuels litiges et des suites qui leurs sont données.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux.

Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

## Article 11. Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Grenoble.